

— J'ai lu et voici un passage que je relève dans un chapitre intitulé *Éternité de l'homme*.

L'animal doué de la faculté locomotrice, est, par ce seul fait, supérieur à tous les végétaux. Ses fonctions étant d'un ordre plus parfait, son individualité est mieux dessinée. Il porte en lui le principe de son mouvement; il sent d'une manière plus explicite; jouit d'une certaine liberté; . . . reproduit en vertu d'une loi plus complexe; sa vie en un mot a plus d'unité, plus d'indépendance, car il est chargé lui-même de la conserver; aussi Dieu a-t-il mis en lui tout ce qu'il faut pour cela. Depuis la larve et le ciron jusqu'à l'homme, la forme de l'être animé se développe de plus en plus à mesure que sa vie, son individualité, ses sensations, sa liberté, sa constitution et ses fonctions grandissent progressivement en importance.

L'homme, qui est l'être le plus élevé dans l'échelle animale, a aussi la forme la plus propre à accomplir les actes qui sont dans sa fin. Sa forme ne commande pas la nature de son être, elle ne fait que la servir. C'est un instrument destiné à fonctionner aux ordres de la substance intelligente qui est en lui.

— Arrêtons-nous et discutons.

Ce passage fourmille d'erreurs. J'avais fait remarquer à M. Choque l'incompatibilité absolue qui existe entre l'idée du Dieu personnel et celle de la liberté de l'homme; je ne vois pas que cette contradiction ait disparu. Ce Dieu qui a mis dans l'animal une certaine liberté et dans l'homme une liberté plus grande est donc créateur. Dans ce cas, lui seul est libre, lui seul est indépendant, et tout ce qui est en dehors de lui en dépend. Puis, si l'homme est éternel, à quoi sert le Dieu personnel?

Je laisse de côté l'animal qui « sent » et « jouit d'une certaine liberté » ainsi que « la substance intelligente » de l'homme, pour m'en tenir à ce point : Dieu est libre, et je ne le suis pas; ou je suis libre, et Dieu ne l'est pas. Que M. Choque veuille se donner la peine de réfléchir deux minutes et il pensera comme moi.

La Philosophie de l'avenir

avril 1899

— J'ai reçu la lettre suivante :

Paris, le 20 février 1899.

Cher Monsieur,

En face des faits nous pouvons nous entendre. Si nos interprétations diffèrent, les faits eux-mêmes ne changent point, et nous pouvons toujours y revenir. Nous avons une base.

Voici un fait social : la puissance nocive de l'argent.

Nous sommes d'accord pour le constater et pour lui imputer les plus détestables influences sur nos civilisations énervées. Il a sa part dans la crise du mariage, et nous le retrouvons parmi les facteurs de l'esprit féministe, qui n'est qu'une des manifestations, comme je crois l'avoir montré dans la Coopération des idées, de l'égotisme véanique des dégénérés.

Où je m'éloignerais un peu de votre manière de voir, c'est dans la détermination des causes, et partant des remèdes à apporter au mal social dont nous nous préoccupons.

En somme la puissance de l'argent n'est faite que de la faiblesse de l'homme. Tout l'or de l'Alaska ne peut rien sur la conscience droite d'un philosophe, et il en faut bien peu pour faire fléchir celle d'un politicien. L'homme seul fait la valeur des choses. S'il est fort, il n'est pas l'esclave de l'argent : il en est le maître, et sa conscience reste claire, sa volonté ferme. Diminuez, supprimez même ce que nous sommes convenus d'appeler la « puissance de l'argent », — et si l'homme reste faible, sans volonté et sans conscience, il s'asservira d'autre façon ; mais il restera vil.

Revenons au point qui nous est commun.

Oui, avec vous, je crois que — l'homme plus juste — la société réalisera un ordre plus juste, où la propriété sera vraiment le fruit du travail ; où le sol et tous les agents naturels seront gratuits et ne seront plus monopolisés ; ils seront un usufruit, sans plus ; où le mariage enfin, par quoi se fera la sélection sexuelle génitrice de tout développement de l'espèce, sera la conséquence de l'amour vrai ; je crois tout cela, car je crois à la justice sociale future et à la beauté du devenir.

Suis-je collectiviste ? Non pas, car je ne pense point, comme vous, qu'il faille agir directement sur les institutions sociales. C'est l'homme qu'il faut atteindre.



Quel est le moyen que je propose pour échapper à la tyrannie de l'argent, me demandez-vous? Il est simple : Faire des hommes justes. Ce n'est pas en décrétant la justice, comme vous parlez le faire, qu'on la réalise : c'est en faisant des hommes justes.

Travaillons-y. Le jour où l'or ne pourra acheter ni le corps des hommes, ni la conscience des hommes, il sera bien faible, car il se trouvera en présence de la « puissance de l'homme ». La « puissance de l'argent » ne sera plus. Peut-être alors décrètera-t-on la nationalisation du sol? Je ne sais. Mais quelles que soient les formes sociales qu'on réalisera, il n'importe. Elles ne produiront jamais que ce que nous aurons leur faire produire notre énergie morale.

Cordialement vôtre

G. DEHERME.

— C'est plus que je n'osais espérer.

Faire du sol un « usufruit » tout est là comme remède économique. Le sol est la source passive de toutes les richesses. C'est de la terre que sont tirés tous les produits directement ou indirectement : le porte-plume que je tiens à la main ; l'encre dans laquelle, je trempe ma plume ; le papier sur lequel j'écris ; mon bureau, etc., etc., sont des produits du sol. La terre est donc nécessaire, indispensable au travail ; en priver le travailleur c'est, comme dit Colins, le placer dans le vide de richesse.

Pour que les Français, sans exception aucune, soient usufruitiers du sol de la France, il faut le nationaliser et le déclarer inaliénable.

La socialisation de la richesse immobilière entraîne nécessairement la socialisation des revenus ou de la rente du sol, comme disent les Anglais. Dès lors chacun, seul ou associé, peut prendre en location de la terre s'il est cultivateur, une usine, s'il est industriel ; ou bien des capitaux, s'il est commerçant, artiste, etc. Résultat : la possibilité de travailler étendue à tous.

Aujourd'hui, cette possibilité tend à devenir une impossibilité pour le plus grand nombre. Le territoire est à la portée des portefeuilles de la finance et cette menace permanente

souvent suivie d'exécution est autrement redoutable que la portée des canons allemands ou anglais. Il suffit en effet qu'un syndicat de banquiers cosmopolites achète notre dette hypothécaire pour faire passer une partie de notre territoire dans son coffre-fort. Mais ces messieurs ont encore mieux, il leur suffit d'accaparer les denrées de première nécessité pour affamer les nations comme on l'a vu l'année dernière.

Certes, mon cher confrère, vous avez raison de dire que « tout l'or de l'Alaska ne peut rien sur la conscience d'un philosophe ». Mais toute la philosophie du monde ne peut rien contre la faim; et c'est parce que beaucoup de femmes ont faim qu'elles se prostituent. Combien de femmes sorties des maisons de tolérance sont devenues des épouses modèles!

Vous me dites que, pour échapper à la tyrannie de l'argent, il faut « faire des hommes libres ». C'est parler d'or. Mais comment voulez-vous être libre si le moyen de vivre vous fait défaut? « Que sont des droits électoraux pour des hommes enchaînés à la misère? » demande Michel Chevalier. Les Anglais appellent l'aisance une indépendance et ils ont raison.

En résumé :

Pour arrêter le mouvement féministe, il faut rétablir la moralité des relations sexuelles en abolissant la suprématie de l'argent. Or, l'argent est maître de tout parce qu'il s'achète et se vend. Mais rendez le sol inaliénable et l'argent perdra la place qu'il avait autrefois; de nouveau la terre donnera l'écu, le travailleur deviendra le maître de la matière. En moins de mots, il faut que tous et chacun aient l'usufruit des richesses laissées par les générations antérieures.

Voilà ce que les socialistes rationnels demandent à vous, et j'ajoute, contrairement à votre avis, que c'est par là qu'il faut commencer. Je m'étonne qu'un positiviste ne tienne pas compte de l'influence du milieu.

FRÉDÉRIC BORDE.